

France/ Crise politique au Venezuela

Macron reçoit le président du Parlement vénézuélien, opposant à Maduro

AFP
Paris/France

LE président du Parlement vénézuélien Julio Borges, opposant au président Nicolas Maduro, s'est félicité lundi du soutien apporté par la France, après avoir été reçu à l'Élysée par le président Emmanuel Macron au début d'une tournée européenne.

M. Macron "nous a communiqué le soutien total à l'assemblée nationale que nous représentons, qui est reconnue comme légitime", a déclaré M. Borges à l'issue de sa rencontre avec le président français. Ce dernier, qui ne s'est pas exprimé à l'issue de la réunion, a récemment critiqué le président socialiste Nicolas Maduro qui vient d'être confronté à quatre mois de manifestations en faveur de sa démission au



Photo : AFP

Rencontre entre Emmanuel Macron et Julio Borges à l'Élysée.

cours desquelles au moins 125 personnes ont été tuées. Le Venezuela est une "dictature qui tente de se survivre", avait-il déclaré la semaine dernière. M. Borges a noté que l'inquiétude exprimée à l'international sur la situation au Venezuela était "impressionnante". "Il s'agissait

d'un problème local puis régional et qui est désormais mondial", a-t-il souligné. Il a dit compter sur le soutien international pour qu'"une solution pacifique à la crise sociale et institutionnelle" soit trouvée. Il doit pour cela se rendre mardi à Madrid pour y rencontrer le chef du gouvernement

espagnol Mariano Rajoy, puis mercredi à Berlin où il sera reçu par la chancelière Angela Merkel avant Londres où il aura un entretien privé avec la Première ministre Theresa May, selon ses services. M. Borges s'est également alarmé de "la tragédie humaine" que vit son

pays, qui "ne peut ni manger, ni exercer ses droits, ni avoir une vie digne". Il a accusé M. Maduro d'empêcher l'aide internationale d'arriver au Venezuela. A Paris, M. Borges, accompagné de Freddy Guevara, vice-président du Parlement, a également rencontré lundi le président du Sénat (chambre haute) Gérard Larcher et il devait être reçu par celui de l'Assemblée nationale François de Rugy en fin d'après-midi. M. Larcher a notamment demandé la libération des prisonniers politiques et "le respect plein et entier des droits de l'opposition". La crise politique vénézuélienne s'est encore aggravée avec l'élection d'une Assemblée constituante contrôlée par le pouvoir, dotée de pouvoirs presque illimités et qui s'est notamment arrogée les prérogatives du Parlement.

Corée du Nord/ Après le test "réussi" par Pyongyang Pressions américaines pour de nouvelles sanctions de l'ONU

AFP
New York/ États-Unis

LES États-Unis, avec leurs alliés européens et japonais, ont annoncé lundi négocier de nouvelles sanctions sévères de l'ONU contre la Corée du Nord mais la position de Pékin et Moscou, dotés d'un droit de veto, reste incertaine. Ce nouveau train de sanctions - le 8e - sera mis au vote du Conseil de sécurité le 11 septembre, a déclaré l'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, Nikki Haley. "Trop c'est trop" et il faut que l'ONU prenne "les mesures les plus fortes possibles" et "cesser les demi-mesures", a-t-elle lancé lors d'une session du Conseil convoquée en urgence au lendemain d'un sixième essai nucléaire nord-coréen. Les dernières résolutions sanctionnant Pyongyang, y compris celle du 5 août, chacune plus sévère que la précédente, ont été adoptées à l'unanimité des 15 membres du Conseil de sécurité.

"Nous verrons ce qu'il y a dans le projet de résolution", a déclaré après la réunion l'ambassadeur russe auprès de l'ONU, Vassily Nebenzia. Mais "des sanctions seules n'aideront pas à trouver une solution et je ne suis pas sûr qu'elles influenceront l'au-

tre partie", a-t-il fait valoir. Moscou et Séoul ont condamné "fermement" le dernier essai nucléaire nord-coréen. La position de la Chine sur un 8e train de sanctions n'est pas connue. La crise avec la Corée du Nord "doit être résolue de manière pacifique", a déclaré lundi son ambassadeur à l'ONU, Liu Jieyi. "Grâce au dialogue, nous pouvons aboutir à une dénucléarisation de la péninsule coréenne", a-t-il assuré. Pékin, premier soutien de Pyongyang et destinataire de 90% de ses exportations, est un acteur-clé dans la problématique nord-coréenne. Les dernières mesures visent à priver la Corée du Nord d'un milliard de dollars par an de recettes dans les domaines du fer, du charbon et de la pêche. Elles ont été adoptées au terme d'un mois de négociations ardues entre les États-Unis et la Chine.

Accusé dans le passé de n'avoir pas appliqué à la lettre les résolutions de l'ONU, Pékin a promis début août un respect rigoureux. • **TOURISME, EXPATRIÉS** Selon des sources diplomatiques, les nouvelles mesures en négociations cette semaine pourraient concerner le pétrole, le tourisme, le renvoi dans leur pays de travailleurs nord-coréens expatriés, et des décisions sur le plan



Photo : AFP

L'ambassadeur américain et Japonais au Conseil de Sécurité des Nations unies.

diplomatique. Au sein du Conseil de sécurité, Washington peut notamment se targuer du soutien de Londres, Paris, Rome et Tokyo. "Nous soutenons l'adoption rapide par le Conseil de nouvelles sanctions dans le domaine économique et sectoriel", a déclaré l'ambassadeur français François Delattre à l'issue de la réunion du Conseil. Lors de celle-ci, plusieurs pays ont souligné "l'urgence" d'une réponse internationale alors que le régime de Kim Jung-Un semble se préparer à un nouveau tir de missile balistique. C'est la deuxième fois en six jours que l'ONU se réunit en urgence. Le 29 août, il s'était borné à adopter une déclaration à l'unanimité condamnant un tir de missile nord-coréen ayant survolé le Japon. La bombe à hydrogène que

Pyongyang a fait exploser dimanche avait une puissance estimée à 50 kilotonnes, soit cinq fois plus que le précédent test nord-coréen, et plus de trois fois plus que la bombe américaine lâchée sur Hiroshima en 1945, selon des responsables sud-coréens. La Corée du Nord pourrait avoir désormais la capacité de mettre une bombe nucléaire sur un missile pouvant toucher les États-Unis, mais les Occidentaux n'en ont pas de certitude absolue à ce stade. • **SANG-FROID** Pour éviter la course à la surenchère entre Américains et Nord-Coréens, la Chine et la Russie ont récemment proposé une suspension des manœuvres américano-sud-coréennes contre un gel des programmes d'armement nord-coréens. Mais Nikki Haley a sèchement rejeté lundi cette offre. "On ne

peut baisser la garde" alors que le régime nord-coréen "ne demande qu'une chose, la guerre", a-t-elle asséné. Son homologue russe a insisté pour que les pays membres du Conseil de sécurité "préservent leur sang-froid" et ne se "laisent pas déborder par des émotions". Avec ces propos, il a semblé viser implicitement le président américain Donald Trump qui avait promis il y a quelques semaines "le feu et la fureur" à Kim Jung-Un s'il continuait ses "provocations". En décisions immédiates, Séoul et Washington ont annoncé le renforcement en Corée du Sud du système de lance-missiles Thaad (Terminal High-Altitude Area Defense), le bouclier américain qui provoque la fureur de Pékin. Le président américain Donald Trump et son homologue sud-coréen Moon Jae-In sont par ailleurs tombés d'accord pour supprimer le seuil limitant la charge portée par les missiles de la Corée du Sud à 500 kg. Les États-Unis avaient menacé dimanche le Nord d'une "réponse militaire massive" au cas où il menacerait leur territoire ou celui de leurs alliés, tout en affirmant que Washington ne recherchait pas "l'anéantissement total" du pays reclus.

A travers le monde

• Israël/ Corruption

Un ex-ministre arrêté dans l'affaire des sous-marins allemands

La police israélienne a annoncé lundi avoir arrêté un ancien ministre et un haut conseiller soupçonnés d'être impliqués dans une affaire de corruption présumée liée à l'achat de trois sous-marins allemands par l'État hébreu.

Eliezer Sandberg, ancien ministre des Sciences en 2003 et des Infrastructures en 2004, a été interrogé et sa garde à vue a été prolongée jusqu'à mercredi, selon la police. Rami Tayeb, un conseiller du ministre de l'Énergie Youval Steinitz a également été arrêté et interrogé lundi selon la police. Sa garde à vue a également été prolongée jusqu'à mercredi.

• Syrie/ Conflit

Deux soldats russes tués près de Deir-Ezzor

Deux soldats russes ont été tués par des tirs d'artillerie de l'organisation État islamique (EI) près de Deir-Ezzor, en Syrie, a annoncé lundi le ministère russe de la Défense, cité par les agences de presse russes.

Un militaire a été tué sur le coup, tandis que l'autre a succombé à ses blessures à l'hôpital, alors qu'ils "escortaient un convoi de véhicules du Centre russe pour la réconciliation des parties belligères", a déclaré dans un communiqué le ministère de la Défense, cité par les agences russes.

Colombie / Guérilla Premier cessez-le-feu de l'histoire avec l'ELN



Photo : AFP

La Colombie a franchi une étape de plus vers la paix lundi en signant le premier cessez-le-feu bilatéral de son histoire avec l'ELN, sa dernière guérilla, dans le cadre de pourparlers visant à clore plus de 50 ans de conflit armé.

Le président Juan Manuel Santos a salué cette "grande nouvelle", estimant qu'elle "réjouira" le pape François, promoteur du processus de paix, qui est attendu mercredi en Colombie pour une visite de cinq jours.